

de vie. Une ou deux personnes de plus qui se mettront en quête d'un emploi introuvable.

Les petites entreprises sont très importantes pour l'économie de Prince-Albert. Je suis d'accord avec une phrase du discours du budget du 11 décembre qui dit que «le secteur de la petite entreprise constitue l'une des grandes forces du pays». Les petites entreprises sont utiles au Canada car elles sont d'habitude possédées et dirigées par des Canadiens. Les hausses du taux d'intérêt ont également des effets dévastateurs sur les petites entreprises. Laissez-moi encore vous donner un exemple. A Prince-Albert le mois dernier, un détaillant de tapis a fermé boutique. Son stock de tapis valait approximativement \$100,000. La hausse des intérêts sur ce stock de tapis a cependant été telle qu'il a estimé ne plus avoir les moyens de maintenir à flot son affaire. Il existe des milliers de commerces semblables. Je prévois une avalanche de faillites parmi les petites entreprises l'an prochain.

● (2020)

Les taux d'intérêt ont un effet d'entraînement. Par exemple, une scierie a dû fermer ses portes il y a un mois à Meadow Lake, juste à la limite de ma circonscription, et une centaine de travailleurs ont perdu leur emploi. Elle a dû fermer parce qu'elle ne pouvait plus écouler son produit. Les grossistes n'achètent plus de bois d'œuvre parce que les entrepreneurs ont cessé de construire des maisons. Les commandes de maisons ont énormément diminué. Les grossistes ont mis à pied leurs employés parce qu'ils n'en avaient plus besoin. L'industrie du bâtiment ne construit plus de maisons parce que les ventes ont dégringolé. Encore une fois, des travailleurs sont mis à pied parce que l'on bâtit trop peu de maisons. Les agents d'immeubles éprouvent des difficultés à vendre des maisons parce que le taux d'intérêt hypothécaire est trop élevé.

Nous connaissons tous l'histoire de la bataille perdue à cause d'un clou de fer à cheval. L'analogie est frappante, monsieur l'Orateur. Le gouvernement pourra perdre cette bataille parce qu'il a été impuissant face à la montée des taux d'intérêt.

Des voix: Bravo!

M. Hovdebo: J'ai entendu des députés d'en face affirmer que les taux hypothécaires étaient en train de descendre. Mais dans quelle mesure? Les taux sont passés de 11 à plus de 15 p. 100 et ils redescendent maintenant à 14.75 p. 100. Je n'appelle pas cela une diminution.

Je voudrais maintenant parler de la situation des agriculteurs. Les agriculteurs ont dû encaisser un triple coup à cause du budget et de l'attitude du gouvernement. D'abord, le gouvernement a augmenté les taux d'intérêt. Et le budget ne fait rien à cet égard, mais j'ai déjà parlé de cette question.

Par suite de la hausse artificielle du prix du brut, le prix du carburant agricole aura augmenté de près de 60c. le gallon à la fin de l'an prochain. En outre, l'agriculteur devra payer une taxe de 25c. le gallon sur tout son carburant. Il est vrai qu'il bénéficiera d'un remboursement de 10c. le gallon, mais il devra quand même payer le plein montant pour acheter le carburant. J'espère que le gouvernement songera à payer 16 p. 100 d'intérêt sur le remboursement en question, car c'est ce que l'agriculteur devra déboursier.

Je signale en passant que cette taxe de 15c. coûtera environ 170 millions de dollars aux agriculteurs canadiens. Ces frais supplémentaires sont ruineux pour les agriculteurs. Voilà la

façon dont le gouvernement protège les entreprises agricoles familiales comme il l'avait promis. A cause de ces frais, les exploitations qui n'ont qu'une faible marge bénéficiaire seront acculées à la faillite. Les entreprises agricoles familiales sont menacées.

Statistique Canada, qui a fait l'objet de tellement de critiques, a signalé que le nombre de familles qui vivent en-deçà du seuil de la pauvreté au Canada a augmenté seulement de 1 p. 100. J'insiste sur le mot «seulement» parce que le rapport de Statistique Canada fait la même chose. Le pouvoir d'achat de la plupart des Canadiens diminue à cause des effets des taux d'intérêt et de l'inflation. Ce sont cependant les Canadiens à revenu faible ou fixe qui en souffrent le plus parce qu'il leur est très facile de tomber en-deçà du seuil de la pauvreté.

Il est malheureux de voir que 700,000 familles vivent misérablement dans un pays aussi riche que le Canada. Encore une fois, il s'agit du chiffre donné par Statistique Canada. A cause du budget, il y en aura encore plus, vu l'augmentation du prix des loyers, de l'essence, et d'autres articles. Entre-temps, les sociétés ont augmenté considérablement leurs bénéfices cette année et le budget ne les touchera pas du tout. En fait, il permettra probablement à un grand nombre d'entre elles d'augmenter leurs bénéfices. Le budget fera rapidement augmenter le nombre des économiquement faibles. La pauvreté n'est pas tellement un problème économique; elle est surtout due à l'apathie et à la négligence du gouvernement.

Depuis un siècle, les pays du monde occidental ont tellement perfectionné les mécanismes de la démocratie politique que nous pouvons à juste titre nous vanter de la liberté dont nous jouissons. Par ailleurs, nous avons en même temps perdu la maîtrise de notre économie. Il y a 100 ans, les agriculteurs, les commerçants, les propriétaires de magasins et les membres des professions libérales possédaient et maîtrisaient leurs moyens de subsistance. La révolution industrielle a permis à ceux qui fournissaient les capitaux de monopoliser les moyens de production et de distribution. Nous avons obtenu le droit de vote, mais nous avons perdu la maîtrise de notre économie.

On nous vante presque continuellement la supériorité de la libre entreprise. Mais comme le disait Tommy Douglas en 1958: «Le système économique dans lequel nous vivons n'est ni libre ni entreprenant».

Nous avons beaucoup de chômage, un excédent de la plupart des produits de base et de la plupart des produits manufacturés, et si l'économie de marché fonctionnait, le coût de la vie et le prix des marchandises de détail devraient baisser, comme le voudrait la loi de l'offre et de la demande. Au contraire, le coût de la vie continue d'augmenter et les prix au détail continuent de faire de même. L'économie de marché ne fonctionne plus, parce que, par convention, la plupart des prix sont fixés de nos jours à partir du coût de production majoré d'une marge plutôt forte. Il n'y a que dans l'agriculture que les prix ne soient pas fixés par le producteur.

Nous avons obtenu la liberté politique, mais nous nous sommes enfoncés dans l'esclavage économique. On peut dire encore aujourd'hui que celui qui contrôle nos moyens de subsistance me contrôle. Le pouvoir politique est aux mains du pouvoir économique. Ceux qui contrôlent l'économie font le nécessaire pour contrôler l'État, et je répète que ceux qui contrôlent l'économie font le nécessaire pour contrôler l'État afin de protéger leurs investissements. Quand la Chambre